

GCERF
RAPPORT
ANNUEL
2021

GCERF
RAPPORT
ANNUEL
2021

CONTENU

RÉSUMÉ	5
MOT DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT	8
MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	8
PERFORMANCE ET IMPACT	9
INTENDANCE	10
MOBILISATION DES RESSOURCES	10
CONTRIBUTIONS À GCERF	10
FINANCES	11
GOVERNANCE	11
SENSIBILISATION	11
RESSOURCES HUMAINES	12
PANEL D'EXAMEN INDÉPENDANT	12
PORTEFEUILLE	13
BANGLADESH	15
KENYA	16
NIGERIA	18
LES PHILIPPINES	20
SOMALIE	22
SRI LANKA	24
TUNISIE	25
RÉGION DU SAHEL	27
RÉGION DES BALKANS OCCIDENTAUX	29
ANNEXE	31
MEMBRES DU PANEL D'EXAMEN INDÉPENDANT	31
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	32

RÉSUMÉ

Le rapport annuel 2021 détaille les réalisations et les résultats du Fonds mondial pour l'engagement communautaire et la résilience (GCERF), de ses bénéficiaires de subventions et de ses partenaires aux niveaux national, régional et mondial.

Cette année a été marquée par des progrès et des opportunités, ainsi que par une réflexion et une réinitialisation stratégique alors que nous mettons en œuvre notre plan stratégique 2021-2025 et que nous nous tournons vers l'avenir.



12 nouvelles contributions ont été accordées par 8 donateurs

Bénéficiaires directs par facteurs de résilience :
63% cohésion sociale,
18% raison d'être,
15% mobilisation communautaire,
3% égalité d'accès aux opportunités socio-économiques

Soutenu par 18 gouvernements, l'Union européenne et le secteur privé

Intervient dans 14 pays

63 subventions signées au total et 12 en 2021

2,6 millions de bénéficiaires directs & 14,9 millions de bénéficiaires indirects avec une proportion de filles et de femmes ciblées de près de 50%

Le Secrétariat comprend 32 employés et stagiaires de 17 nationalités différentes dont 63% de femmes

En 2021, un montant total garanti de 16,8 millions USD

Travaille avec 203 partenaires locaux

Total des contributions reçues depuis le début de 2014 = 114,2 millions USD (y compris les contributions en nature)

FACTEURS DE RESILIENCE

La résilience est un attribut dynamique de la capacité des communautés et des individus à résister et à répondre de manière non violente aux chocs internes et externes, y compris l'extrémisme violent. Leur résilience les protège des efforts visant à polariser la société et à légitimer la violence comme moyen d'atteindre des objectifs politiques, religieux ou sociaux. Si la résilience est la barrière, ses éléments constitutifs sont ce que nous appelons les facteurs de résilience : la cohésion sociale, la mobilisation communautaire, l'égalité d'accès aux

opportunités socio-économiques et la raison d'être. GCERF reconnaît que ces facteurs de résilience se renforcent mutuellement.

Nous soutenons donc les individus et les communautés à risque par le biais de programmes qui intègrent des interventions qui fonctionnent de manière durable sur ces quatre facteurs de résilience. Nous mesurons notre succès en renforçant ces facteurs dans les communautés et les individus que nous soutenons.



RAISON D'ÊTRE :

Nous travaillons avec les jeunes vulnérables et les structures qui les entourent pour développer leur sens de l'objectif et leur estime de soi, en leur fournissant des outils pour évaluer les informations de manière critique, gérer leurs émotions, remettre en question les stéréotypes de genre, accepter et tolérer les divergences d'opinion, et finalement envisager un avenir meilleur. GCERF a :

- Engagé **58 612 participants** dans des activités culturelles et sportives liées à la prévention de l'extrémisme violent; et
- Formé **1 020 groupes de jeunes** pour accroître l'engagement des jeunes dans les discussions, les débats et les activités liés à la prévention de l'extrémisme violent, en utilisant des points d'entrée accessibles tels que les événements culturels et sportifs.



ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS :

Nous travaillons avec des individus, souvent des femmes, qui sont exclus des économies et des sociétés locales afin de les doter de connaissances, d'outils et de ressources leur permettant d'accéder aux opportunités sociales et économiques et d'en bénéficier, rendant eux et leurs communautés ainsi moins vulnérables. GCERF a :

- Amélioré des moyens de subsistance et l'employabilité de **27 450 personnes** par le biais de programmes, y compris un **soutien matériel à 2 927 jeunes et 4 871 femmes** qui ont reçu des outils et des subventions de démarrage pour améliorer leurs compétences professionnelles et créer des entreprises; et
- Fourni à **6 248 personnes** une aide à l'inscription à l'éducation.



MOBILISATION COMMUNAUTAIRE :

les programmes financés par GCERF renforcent les capacités des communautés, et des groupes marginalisés en leur sein tels que les minorités, les femmes et les jeunes, à se représenter et à défendre leurs intérêts auprès des autorités locales. GCERF a :

- **Facilité la participation de 25 189 chefs religieux/communautaires** à des ateliers de renforcement des capacités sur la **résolution des conflits, la défense de la paix, la pensée critique** et les compétences de leadership;
- **Renforcé les capacités de 3 417 fonctionnaires des gouvernements locaux** et des parties prenantes concernées; et.
- **Accueilli 2 167 personnes dans le cadre d'activités de police communautaire, de groupes de surveillance et d'alerte précoce** et de **459 initiatives conjointes de jeunes et d'acteurs de la sécurité** au Kenya.



COHÉSION SOCIALE :

les programmes financés par GCERF renforcent la cohésion sociale en créant des canaux de communication et en encourageant la tolérance et la confiance entre divers groupes, notamment en les dotant d'outils pour résoudre leurs différends de manière pacifique. GCERF a :

- Attiré plus de **342 771 participants à des dialogues interconfessionnels, intercommunautaires ou intergénérationnels**;
- Favorisé les relations communautaires par le biais de **15 677 chefs religieux/communautaires** par le biais de dialogues et de consultations ;
- Permis à **16 020 chefs religieux/communautaires** de lancer des initiatives de prévention pour mettre fin à l'extrémisme violent ; et
- Éduqué **37 880 personnes** sur les récits alternatifs par le biais de **matériel de communication**, notamment les médias traditionnels/programmes de radio et le développement de récits alternatifs.



MOT DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT

20 ans après le 11 septembre, GCERF s'est lancé dans une campagne ambitieuse pour rallier des partisans et réaffirmer notre engagement mondial à faire face à l'extrémisme violent. Au cours d'une année qui a mis en évidence l'inadéquation des réponses antiterroristes et militaires traditionnelles, GCERF a montré qu'une autre approche est possible. Une approche qui s'appuie sur la puissance du multilatéralisme pour financer directement les communautés locales et leur permettre d'écrire une histoire différente.

Stefano Manservigi

Président, Conseil d'administration de GCERF



MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

A GCERF, nous croyons en un avenir où l'extrémisme violent n'a pas sa place en politique ou dans la société. Nous avons travaillé pour cette vision en 2021, en étendant notre empreinte mondiale à 14 pays et en portant à 2,6 millions le nombre de personnes que GCERF a aidées dans les communautés à risque d'extrémisme violent. Dans les pages suivantes, vous verrez l'impact de l'investissement de GCERF sur les personnes qui militent pour un changement législatif au Nigeria, qui surmontent l'adversité au Sahel et qui créent des opportunités d'emploi pour les femmes en Tunisie, pour n'en citer que quelques-uns. Chaque succès nous incite à travailler plus dur et à continuer à construire notre réseau mondial d'agents du changement.

Bienvenue dans notre rapport annuel 2021.

Khalid Koser

Directeur Exécutif, GCERF

PERFORMANCE ET IMPACT

Le suivi et l'évaluation des programmes sont dirigés par notre Unité Performance et Impact qui est responsable de l'évaluation des programmes, de la fourniture de capacités techniques aux bénéficiaires de subventions et de l'analyse des résultats. Tout aussi important, l'unité contribue à accroître les connaissances du secteur au sens large sur la prévention de l'extrémisme violent.

En 2021, une évaluation ex-post a été conclue pour évaluer les Community-Action Response Teams (CART) établies par ActionAid au Nigeria. Elle a révélé que les CART soutenues par GCERF ont favorisé la paix entre les éleveurs et les agriculteurs, en servant de médiateurs et de garants des accords entre les deux groupes. Les CART bénéficient de la confiance des communautés et il semble qu'elles contribuent également à désamorcer d'autres types de violence.

Une évaluation de fin de subvention pour quatre subventions au Kosovo a indiqué que, dans l'ensemble, nos subventions ont eu un impact positif. Elle a mis

en évidence des cas tels que le soutien aux enfants revenant de conflits à l'étranger et le co-développement d'un plan pour faire face à l'extrémisme violent par Community Building Mitrovica, un bénéficiaire de subvention au sein de la municipalité de Mitrovica Sud.

Le plan de gestion stratégique a été élaboré pour soutenir notre stratégie 2025. Il énonce 18 objectifs d'entreprise et fournit des indicateurs clés de performance de base qui feront l'objet d'un rapport annuel afin d'accroître la transparence et la responsabilité.

GCERF a fourni un soutien technique dans les domaines du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage aux bénéficiaires des subventions, en personne et virtuellement. Le personnel a également dispensé des formations sur la collecte de données de base, intermédiaire et finale.

En 2021, GCERF a lancé [l'index sur les risques, la vulnérabilité et la susceptibilité des communautés à l'extrémisme](#). Piloté pour le Nigeria, cet outil combine différents indicateurs pour cartographier les risques, la vulnérabilité et la

susceptibilité des communautés à l'extrémisme. Cet indice composite comporte trois piliers analytiques principaux et 12 sous-piliers et utilise plus de 40 données d'enquête, du contenu de médias sociaux et des indicateurs provenant de 15 sources de données distinctes pour cartographier les risques et la vulnérabilité des communautés. Il sera utilisé pour guider une nouvelle série d'investissements au Nigeria.

Le Partenaire Local de Connaissance (PLC, en anglais Local Knowledge Partner), un nouveau type de subvention, a été lancé en prenant en compte que la connaissance est un facteur fondamental pour construire des communautés et des sociétés résilientes. Le PLC est une subvention basée sur la connaissance par laquelle l'organisation soutient l'écosystème local de subventions de GCERF en matière de suivi, d'évaluation et d'incorporation de méthodes de recherche avancées pour le partage des connaissances, la politique et la recherche. La subvention pilote a débuté aux Philippines en décembre.

PLAN DE GESTION STRATÉGIQUE (PGS) POUR LA STRATÉGIE 2025 DE GCERF

Notre plan stratégique est guidé par des critères clairs d'entrée et de sortie des pays et des communautés, qui déterminera notre taux d'expansion au cours des trois prochaines années.

VISION

La prochaine génération peut hériter et maintenir un monde où l'extrémisme violent n'a pas sa place dans la politique ou la société.

MISSION

Financer et soutenir la résilience des communautés pour combattre les moteurs de l'extrémisme violent tout en soutenant les priorités locales.

En juin, le conseil d'administration a approuvé la Stratégie 2025 pour guider les priorités, discipliner la prise de décision, servir d'inspiration pour produire des résultats et être un tremplin pour s'engager avec les partenaires. Le PGS apporte de la clarté sur nos objectifs stratégiques, nos mesures et nos cibles. Elle est structurée en six piliers:

- Échelle, portée et efficacité
- Impact et durabilité
- Influence, connaissance et innovation
- Ressources et gestion financière
- Personnes et culture
- Technologie

INTENDANCE

Mobilisation des ressources

En mai, GCERF a lancé une campagne de reconstitution des ressources présidée par l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair. La campagne : "Une histoire différente peut être écrite" vise à sensibiliser le public à GCERF et à l'importance et à la valeur de la prévention de l'extrémisme violent. Grâce à cette campagne, GCERF vise à garantir un horizon de financement à plus long terme pour la mise en œuvre de la Stratégie 2025 en attirant des promesses et des engagements à hauteur de 120 millions USD pour cette période. Bien que le COVID-19 ait retardé la conférence de reconstitution prévue en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, près de la moitié de cet objectif de financement a été atteint. Pour soutenir la campagne, un [argumentaire d'investissement](#) et une [vidéo](#) ont été élaborés et notre empreinte sur les médias sociaux a considérablement augmenté.

GCERF est soutenu par 18 gouvernements, l'Union européenne et le secteur privé. À la fin de l'année, le total des contributions financières reçues depuis sa création en 2014, a atteint 114,2 millions de dollars américains (USD), y compris les contributions en nature.

En 2021, un total de 16,8 millions USD a été obtenu pour être réinvesti dans les pays partenaires existants et de nouveaux pays ont été ajoutés à notre portefeuille. Nous continuons à bénéficier du soutien et de l'engagement solides de nos donateurs actuels, 30 % d'entre eux fournissant désormais des fonds pluriannuels et non affectés. Douze nouvelles contributions ont été accordées par huit donateurs en 2021.

En parallèle, l'engagement avec des entreprises partenaires potentielles s'est poursuivi, notamment aux niveaux mondial et national. Nous avons notamment entamé une consultation pluriannuelle de haut niveau pour créer une feuille de route pour permettre aux entreprises de s'engager dans des contextes fragiles.

Contributions à GCERF En milliers de dollars US (au 31 Décembre 2021)

Contributeurs	Total confirmé	Contributions en espèces	Contributions en nature
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	20,803	18,477	2,326
PAYS-BAS	16,829	16,829	-
UNION EUROPÉENNE	14,154	14,154	-
SUISSE	12,416	10,447	1,969
QATAR	10,000	10,000	-
JAPON	7,705	7,705	-
ALLEMAGNE	5,990	5,990	-
AUSTRALIE	5,693	5,693	-
NORVÈGE	4,622	4,622	-
CANADA	3,445	3,445	-
FRANCE	3,019	3,019	-
ITALIE	2,844	2,844	-
ROYAUME-UNI	2,594	2,594	-
DANEMARK	2,094	2,094	-
NOUVELLE-ZÉLANDE	1,285	1,243	42
LIECHTENSTEIN	257	257	-
SUÈDE	167	167	-
FONDATION KOFI ANNAN	96	96	-
MAROC	62	30	32
ESPAGNE	34	34	-
SECTEUR PRIVÉ ET AUTRES	88	52	36
Total	114,198	109,793	4,405



GCERF Comms support for Replenishment campaign 2021

Finances

L'unité Finance et Compliance planifie et organise les ressources financières, gère les audits annuels et de projet, tout en se conformant aux normes comptables internationales. Elle fournit également un soutien technique aux activités d'octroi, de gestion et de clôture des subventions, et organise régulièrement des formations et un soutien financier pour les bénéficiaires des subventions. Le Comité des finances et d'audit, créé en 2020, supervise et conseille le Secrétariat sur les questions liées aux finances, à l'audit, à la gestion des risques ou au système de contrôle interne.

Un audit annuel a été effectué en Suisse par une société externe, BDO SA Ltd, sur nos états financiers. Les auditeurs ont émis une opinion sans réserve dans leur rapport, sans aucune observation ni constatation.

Au cours de l'année, un certain nombre de bénéficiaires de subventions en Afrique, en Asie et en Europe ont été soumis à des examens financiers (ou audits projet) par BDO LLP, basé au Royaume-Uni. Le renforcement des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, s'est poursuivi. Une révision des procédures et processus actuels, commencée en 2020, a été achevée au cours du premier trimestre de 2021.

Gouvernance

En tant qu'organe décisionnel, le Conseil d'administration de GCERF a diverses responsabilités qui déterminent l'orientation stratégique et les priorités de l'organisation. Deux réunions hybrides du Conseil ont eu lieu le 22 juin à Genève et les 7-8 décembre à Paris. Le conseil a pris 18 décisions sur des questions cruciales, telles que l'approbation d'une nouvelle stratégie, le budget 2022, l'allocation de fonds et les stratégies nationales et régionales pour le Kenya, le Nigeria, la Tunisie et les Balkans occidentaux.

En outre, le conseil d'administration a approuvé la Bosnie-Herzégovine et le Burkina Faso comme nouveaux pays partenaires. Toutes les décisions du Conseil

d'administration sont accessibles au public sur notre site Internet. La liste des membres du conseil d'administration figure à l'annexe 1.

Le comité des finances et de l'audit a tenu plusieurs réunions cette année, portant notamment sur l'audit annuel des comptes 2020 et un examen du système de contrôle interne.

Le comité de gouvernance et d'éthique a tenu plusieurs réunions et n'a reçu aucun rapport sur des cas de conflits d'intérêts.

Au niveau des pays, les personnes couvertes par les principes liés à l'éthique et aux conflits d'intérêts sont les membres des Mécanismes de soutien du pays, qui participent au processus d'octroi des subventions. Les bénéficiaires de nos financements sont également liés par le Code de conduite de GCERF. Au cours de l'année, aucun cas de conflit d'intérêt dans les pays partenaires n'a été signalé au Secrétariat, relayé aux membres des Mécanismes de soutien aux pays, ni aux bénéficiaires des financements.

Sensibilisation

Cette année, par le biais de notre campagne de reconstitution des ressources, GCERF a créé des messages pour inspirer l'investissement dans la lutte et la prévention de l'extrémisme violent. L'objectif était « d'écrire une histoire différente avec une fin différente ». GCERF a continué à élargir son public, à attirer davantage de praticiens, de jeunes, de donateurs potentiels, d'universitaires et de journalistes vers sa mission.

GCERF a communiqué et partagé ses points forts par le biais de courtes vidéos, de bulletins d'information, et a poussé l'interactivité par des événements virtuels et une présence accrue sur les médias sociaux. GCERF a attiré les mentions de la presse internationale et a figuré dans des journaux et des publications du secteur comme le Royal United Services Institute, Just Security, Resolve Network et le podcast de World Politics Review, entre autres.

GCERF a tenu des rôles d'orateur lors de nombreuses conférences de haut niveau et a organisé des événements externes, notamment une conférence de haut niveau sur le thème "Répondre au défi croissant de l'extrémisme violent au Sahel" conjointement avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France et le G5 Sahel.

En tant que leader d'opinion dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, GCERF a commencé à mettre en œuvre l'initiative du groupe de travail du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, récemment lancée, intitulée Funding and Enabling Community-Level P/CVE : Challenges, Recommendations and Emerging Good Practices. Cette initiative rassemblera et discutera des diverses expériences de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et permettra aux communautés d'élaborer des recommandations pour accélérer la localisation dans les contextes nationaux respectifs et d'identifier les bonnes pratiques émergentes.

Les relations ont été renforcées et la coordination améliorée avec les partenaires clés, notamment le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, GCTF, Hedayah, l'Institut international pour la justice et l'état de droit et la Fondation Kofi Annan. En outre, GCERF a signé un protocole d'accord avec le G5 Sahel.

Ressources humaines

En 2021, GCERF a renforcé sa culture organisationnelle, en se concentrant sur la collaboration et la communication pendant l'environnement de travail complexe causé par le COVID-19. Par exemple, des séances hebdomadaires de méditation pour le personnel ont été lancées et une enquête "Resilience Pulse" a été menée pour améliorer la résilience et l'agilité du personnel. Les résultats de l'enquête ont été soigneusement analysés et pris en compte pour de nouvelles améliorations.

GCERF a continué à attirer et à retenir des professionnels hautement qualifiés du monde entier.

En 2021, sept nouveaux employés et stagiaires ont été recrutés. À la fin de l'année, il y avait 32 membres du personnel, dont des employés permanents et temporaires et des stagiaires de 17 nationalités différentes, dont 63 % de femmes.

La rétention des employés n'a jamais été aussi élevée, avec le taux de roulement du personnel le plus bas de l'histoire du Fonds, en partie grâce au travail assidu sur l'amélioration de la culture et de l'expérience de travail des employés. En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2025, des plans ont été initiés pour notre première politique et stratégie de diversité, d'équité et d'inclusion qui débutera en 2022.

Panel d'examen indépendant

Le panel d'examen indépendant (PEI) de GCERF est un groupe d'experts impartial qui fournit une évaluation technique rigoureuse des demandes de financement. Le panel fournit des conseils sur les évaluations des pays et veille à la qualité de la programmation, à la spécificité de la prévention de l'extrémisme violent et à l'alignement sur les priorités nationales. Les membres sont nommés par le Conseil d'administration, quatre nouveaux membres ayant été approuvés lors de sa 15e réunion.

Les membres du panel d'examen indépendant ont contribué en examinant plusieurs stratégies d'investissement de portefeuille, notamment pour le Kenya, le Nigeria, la Tunisie et les Balkans occidentaux. En outre, ils ont fourni des conseils pour la création de plusieurs subventions pour le Kenya, le Nigeria, le Sahel, la Somalie, le Sri Lanka, la Tunisie et les Balkans occidentaux. Enfin, certaines de nos communautés de pratique mondiales ont été coanimées par des membres du panel d'examen indépendant aux côtés du personnel.

En 2022, outre l'examen des stratégies et des subventions, l'expertise des membres du PEI sera mise à profit pour soutenir le renforcement des capacités au sein des communautés de pratique nationales et régionales et lors d'événements et de missions de haut niveau.

Unsplash/Hennie Stander



PORTEFEUILLE

Au cours des cinq dernières années, nous avons accordé des subventions à plus de 200 organisations locales, investissant plus de 56 millions USD dans 14 pays. Notre unité de gestion de portefeuille travaille avec des partenaires locaux pour identifier les communautés les plus vulnérables à l'extrémisme violent. Nous finançons les organisations communautaires qui sont les mieux placées pour renforcer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent et à d'autres chocs.

LA PLATE-FORME D'ACTION MONDIALE (PAM)

La Stratégie 2025 souligne notre intention de créer une alliance de partenaires pour prévenir l'extrémisme violent et partager les expériences et échanger les bonnes pratiques et les leçons apprises à travers un réseau mondial. Les membres comprennent des récipiendaires actuels et passés de subventions, des universitaires et des praticiens, ainsi que des membres des mécanismes de soutien du pays, des panels de financement régionaux et de notre panel d'examen indépendant. Lancée à la fin de l'année, la plate-forme vise à :

- améliorer l'impact et la durabilité des programmes grâce au partage des informations ;
- améliorer et coordonner l'offre de renforcement des capacités aux partenaires locaux ;
- créer des relations informelles entre les partenaires et les autres parties prenantes ;
- créer une base de connaissances d'initiatives facilement évolutives et reproductibles ; et
- contribuer à un programme de plaidoyer pour des approches communautaires de l'extrémisme violent.

APPLIQUER UNE APPROCHE SENSIBLE AUX CONFLITS

Cette approche garantit que nous, et les organisations avec

lesquelles nous travaillons, sommes efficaces, responsables et efficaces. En promouvant la sensibilité aux conflits, des mesures correctives peuvent être facilement prises en cas de besoin et les partenaires peuvent répondre aux besoins émergents de la communauté, comme le COVID-19.

GCERF a adopté le cycle identifié par la Coopération suisse au développement et se concentre sur trois principes clés :

Ne causer aucun préjudice.

Les interventions ne doivent pas contribuer à aggraver les conflits, par exemple par la marginalisation d'un groupe spécifique. Au contraire, elles doivent renforcer leur position au sein de la communauté et de la société.

Basée sur les droits de l'homme. Une partie de l'approche basée sur les droits de l'homme nécessite de travailler avec les gouvernements nationaux et locaux. En tant que bâtisseur de ponts entre les détenteurs de devoirs et les détenteurs de droits, GCERF peut aider à renforcer le contrat social. Encourager la responsabilité des institutions de l'État et des acteurs de la société civile est essentiel pour développer la confiance entre ces entités.

L'ensemble de la société. Il faut une participation significative des parties prenantes pertinentes tout au long du processus de renforcement de la résilience. Les parties prenantes sont identifiées par le biais d'un processus consultatif et impliquent le gouvernement aux niveaux local, régional et national, ainsi que les différents segments des communautés touchées, et les personnes influentes et contribuant au programme.

LA BOURSE CAROL BELLAMY WEAVE

La bourse Carol Bellamy Women Entrepreneurs Against Violent Extremism (WEAVE) a soutenu des organisations de petite taille dirigées par des femmes et travaillant dans des régions touchées par l'extrémisme violent. Nommée en l'honneur de l'honorable Carol Bellamy, première présidente de notre conseil d'administration et ardente partisane de l'autonomisation des femmes, cette bourse renforce les organisations dirigées par des

femmes en leur apportant un soutien financier supplémentaire.

En 2021, le projet de bourse a été piloté en Tunisie à l'aide du programme Start and Improve Your Business (SIYB) de l'Organisation internationale du travail, qui est conçu pour aider les petits entrepreneurs à démarrer et à développer leur activité. Dix femmes bénéficiaires ont été sélectionnées. Elles ont été identifiées comme présentant un risque élevé de radicalisation ou de recrutement dans des groupes extrémistes, en raison à la fois de leur situation personnelle et de leur environnement local. Grâce au projet, ces femmes ont reçu un soutien pour ouvrir leur propre petite entreprise, tout en recevant également une formation sur la compréhension et la prévention de l'extrémisme violent.

INNOVATION

Au cours de l'année écoulée, malgré les restrictions liées à la pandémie, nous avons continué d'innover. Chaque trimestre, nous avons rassemblé tous nos récipiendaires de subventions, les membres du Mécanisme de soutien du pays et d'autres partenaires locaux par le biais de Communautés mondiales de pratique virtuelles axées sur différents domaines thématiques ; nous avons organisé des sessions hybrides de renforcement des capacités ; et nous avons développé une diligence raisonnable efficace en ligne.

SOUTIEN AUX STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION AUX NIVEAUX NATIONAL ET PROVINCIAL

Les partenaires s'engagent de plus en plus dans des consultations avec les gouvernements nationaux pour développer des stratégies et des plans d'action pour prévenir l'extrémisme violent, en s'appuyant sur leur expérience approfondie et pratique de la mise en œuvre d'interventions communautaires. En particulier, les récipiendaires de subventions ont soutenu l'élaboration de stratégies nationales en Albanie

et aux Philippines, et au niveau provincial au Kenya, au Nigeria et dans la zone autonome des Philippines-Bangsamoro. Au Kenya, l'ensemble du soutien de GCERF est consacré au renforcement de la capacité de l'organe de mise en œuvre des plans d'action au niveau départemental.

COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE RÉGIONALES

En nous appuyant sur le succès des communautés de pratique mondiales et nationales, nous avons soutenu des communautés de pratique régionales dans les Balkans occidentaux et en Asie du Sud et du Sud-Est. Le portefeuille des Balkans occidentaux a

organisé deux événements régionaux de communauté de pratique; l'un axé sur l'évaluation et l'atténuation des risques, et l'autre, un symposium de base.

PROCESSUS SIMPLIFIÉ D'OCTROI DE SUBVENTIONS

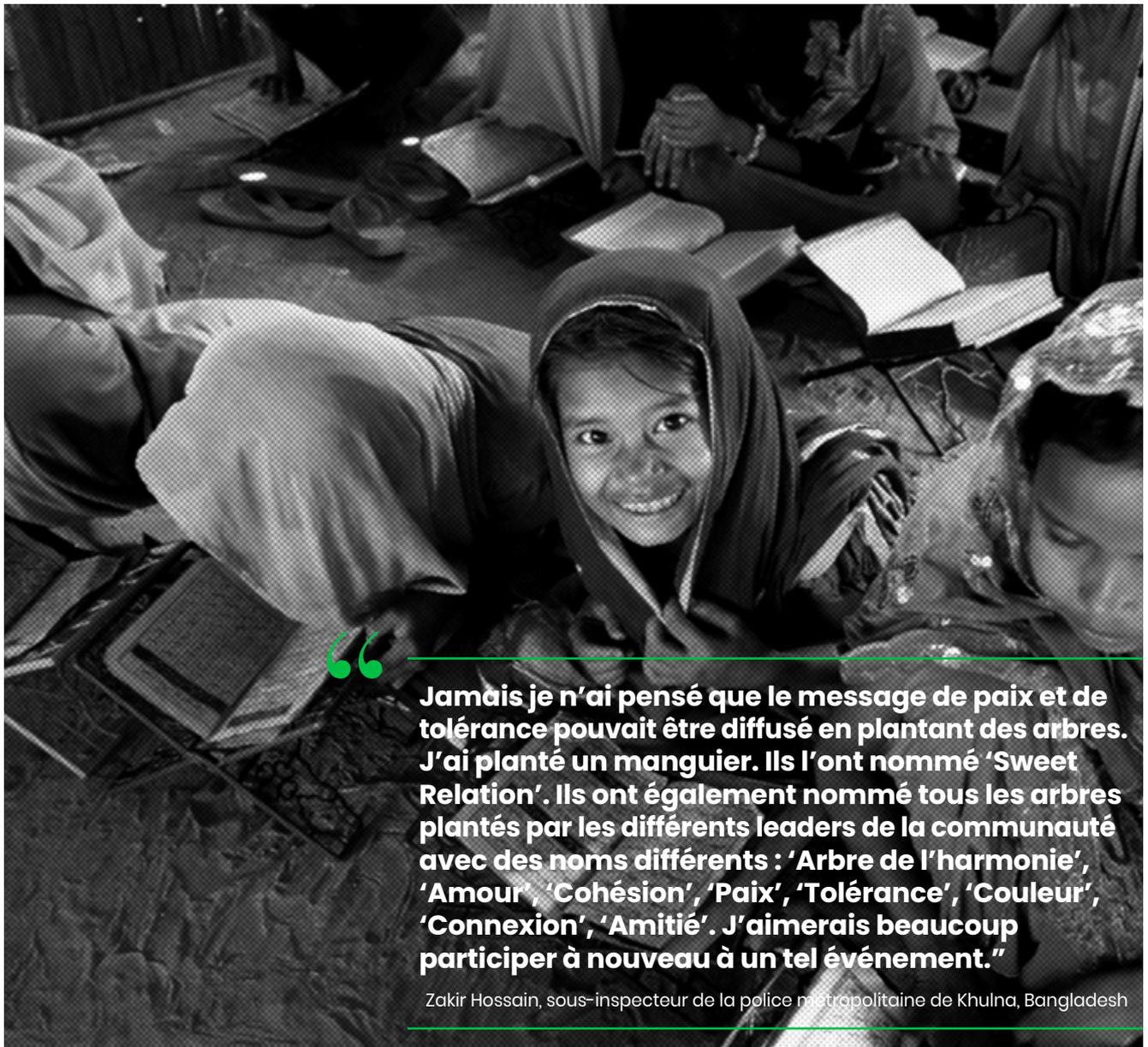
Les processus d'octroi de subventions ont été rationalisés, les bénéficiaires potentiels au Burkina Faso, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigeria, en Somalie et en Tunisie recevant des formations sur la prévention de l'extrémisme violent et la théorie du changement avant d'élaborer des propositions de projet afin d'améliorer la qualité de leurs propositions de programmation.

Cela a permis de réduire le temps nécessaire à l'octroi de subventions (désormais trois à quatre mois à partir de l'approbation d'une organisation, contre huit à neuf mois auparavant) et d'améliorer la qualité des propositions.

SOUTIEN À LA DURABILITÉ À LONG TERME

GCERF a développé des outils d'évaluation de la durabilité pour mieux examiner et comprendre la durabilité potentielle des activités. Ces outils ont été testés au Nigeria et en Tunisie où les subventions se terminaient et seront désormais utilisés systématiquement avec toutes les subventions dès le début de l'octroi de celles-ci.

Shutterstock/Richard Juilliant



Jamais je n'ai pensé que le message de paix et de tolérance pouvait être diffusé en plantant des arbres. J'ai planté un manguier. Ils l'ont nommé 'Sweet Relation'. Ils ont également nommé tous les arbres plantés par les différents leaders de la communauté avec des noms différents : 'Arbre de l'harmonie', 'Amour', 'Cohésion', 'Paix', 'Tolérance', 'Couleur', 'Connexion', 'Amitié'. J'aimerais beaucoup participer à nouveau à un tel événement."

Zakir Hossain, sous-inspecteur de la police métropolitaine de Khulna, Bangladesh

BANGLADESH

Principaux
récipiendaires
de subventions



Principales réalisations

Les deux consortiums et un récipiendaire de subvention direct ont soutenu l'autonomisation et l'engagement des jeunes. Environ 600 groupes, forums et clubs de jeunes ont travaillé sur la sensibilisation à la prévention de l'extrémisme violent, le développement du leadership et les actions de la prévention de l'extrémisme violent. De nombreuses plateformes de jeunes ont obtenu la reconnaissance et l'appréciation de la communauté: les gouvernements locaux les ont invités à se joindre aux réunions de la mairie et aux événements organisés par le gouvernement, tels que les campagnes de vaccination COVID-19.

Certains groupes de jeunes se sont également réunis pour protéger leurs pairs lors de violences intercommunautaires sporadiques en octobre. Leurs actions ont contribué à la célébration pacifique du festival Durga Puja par les communautés hindoues dans certaines zones du programme. D'autres membres de la plate-forme des jeunes ont diffusé en ligne des récits positifs appelant les gens à protéger le droit de chacun à s'épanouir et à vivre en sécurité dans la dignité.

À Khulna, Rajshahi et Dhaka, Rupantar a initié le renforcement des capacités pour la prévention de l'extrémisme violent pour les étudiants de 25 établissements d'enseignement supérieur. À Dhaka, ces activités faisaient partie d'un programme régional de deux ans en partenariat avec la Fondation Kofi Annan et financé par l'Union européenne pour renforcer le leadership des jeunes en matière de prévention de l'extrémisme violent et soutenir l'apprentissage par les pairs des bonnes pratiques au Bangladesh, au Pakistan et aux Philippines.

À Cox's Bazar, YPSA a soutenu les activités de prévention de COVID-19 combinées à la prévention de l'extrémisme violent et à la sensibilisation à la violence basée sur le genre. Il s'agissait d'une réponse directe aux préoccupations de la communauté. Des séances de coaching pour les élèves des écoles et des madrasas

qui ont manqué leurs cours à cause du COVID-19 ont également été organisées tout au long de l'année.

Les leçons apprises

- Avec l'augmentation de la radicalisation en ligne par la diffusion de récits négatifs, de fake news et de ressources dans les médias locaux et nationaux, il est essentiel de renforcer les compétences numériques et l'éducation aux médias des jeunes. Les subventions ont été adaptées pour faire face à ces risques et proposer des activités sur mesure pour les jeunes dans l'espace numérique.
- Les activités de développement du leadership et des capacités auprès des étudiants universitaires peuvent être un moyen efficace d'institutionnaliser les initiatives de la prévention de l'extrémisme violent. Le consortium dirigé par Rupantar a réussi à initier et à mener des actions de prévention de l'extrémisme violent dans plus de 25 universités à Dhaka, Rajshahi et Khulna et certaines envisagent d'intégrer la prévention de l'extrémisme violent dans leur programme régulier.

La voie à suivre

- Les subventions au Bangladesh prendront fin à la mi-2022 et une stratégie actualisée sera mise en place jusqu'en décembre 2023. Cette nouvelle stratégie permettra aux récipiendaires de subventions de consolider et d'assurer des interventions durables.
- Les récipiendaires de subventions et les membres des plateformes de jeunes bénéficieront d'un renforcement de leurs capacités. Les formations pour les récipiendaires incluront l'intégration de la dimension de genre, la prévention de l'extrémisme violent et le suivi et l'évaluation. Les membres des groupes de jeunes seront soutenus pour institutionnaliser leurs plateformes et les relier aux structures locales afin d'assurer une durabilité à long terme.



■ BANGLADESH ■ RAJSHAHI; CHAPAI-NAWABGANJ ■ CHITTOGRAM; COX'S BAZAR
■ GREATER DHAKA ■ KHULNA; SATKHIRA

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN

Harun, un musulman, est membre du club de la jeunesse pour la paix qui est soutenu par le consortium dirigé par Rupantar. Lorsque Saurav, un hindou d'une communauté voisine, a demandé conseil au club de jeunes pour l'organisation de Durga Puja, le festival annuel hindou, Harun a convoqué une réunion et a élaboré un plan pour soutenir l'organisation du festival, avec certains de ses camarades du club.

Les jeunes ont collecté des dons et imprimé des cartes d'invitation. Ils ont conçu et imprimé des bannières et des affiches et ont

aidé Saurav pour la décoration. "Ensemble, nous avons dressé la liste des invités et les avons invités. Nous avons assisté au programme car Saurav nous avait tous invités. J'étais tellement heureux et excité d'être le présentateur du programme. J'ai découvert un lien fort entre moi et Saurav", a déclaré Harun.

Plus tard, Saurav a aidé le club de jeunes à organiser un événement religieux islamique. Il a acheté des bonbons au marché et a participé à l'emballage et à la distribution des bonbons à la fin de l'événement.

KENYA

Réceptaire principal de la subvention



Principales réalisations

Les investissements initiaux au Kenya ont été conclus à la mi-2021, avec 21 organisations locales atteignant directement plus de 600 000 bénéficiaires grâce à une série d'initiatives visant à :

- donner aux jeunes les moyens d'élaborer, de diriger et de mettre en œuvre des initiatives favorisant la raison d'être et la pensée critique par le biais d'activités sportives, culturelles, artistiques et éducatives ;
- utiliser le dialogue comme outil d'engagement pacifique et de résolution des conflits entre les jeunes, les chefs religieux de différentes confessions, les autorités communautaires et les forces de l'ordre ;
- diversifier les alternatives sociales et économiques pour les jeunes et les femmes privées de leurs droits et à risque; et ;
- promouvoir la cohésion sociale par le biais de dialogues et d'événements.

Un nouveau programme a été lancé pour le Kenya, sur la base des expériences et les leçons tirées de l'investissement 2018-2021 de GCERF. Le programme se concentre sur le renforcement des capacités

des structures locales dédiées à prévenir et lutter contre l'extrémisme violent, telles que les Forums d'engagement des comtés (FEC) dans les comtés de Garissa, Isiolo, Lamu, Nairobi, Nyeri et Wajir, et la collaboration avec celles-ci. ACT !, le réceptaire de la subvention de GCERF au Kenya, travaillera en étroite collaboration avec les FEC et le National Counter Terrorism Centre (NCTC) pour soutenir le renforcement des capacités et les activités de coordination des FEC et la mise en œuvre des principaux piliers des plans d'action des comtés dans les comtés du programme.

Les leçons apprises

- S'appuyer sur les réalisations passées, comme la collaboration avec les comtés, est essentiel pour la durabilité à long terme.
- Pour garantir le succès du programme et l'appropriation locale, un engagement actif avec le gouvernement à différents niveaux est essentiel dans toutes les phases du programme. L'investissement actuel a été cocréé grâce à l'engagement actif de NCTC, ACT ! et les donateurs locaux.
- Les consultations sont essentielles pour garantir l'appropriation horizontale et verticale des FEC.

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN

Utilisation des arts visuels comme forme de thérapie pour les victimes de traumatismes liés à l'extrémisme violent

GCERF a piloté une stratégie pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent, menée par les victimes elles-mêmes, grâce à une méthodologie basée sur l'art appelée cartographie corporelle. Ce projet pilote a été mis en œuvre avec le Coast Interfaith Council of Clerics (CICC) Trust - une organisation cléricale regroupant des clercs de différentes confessions.

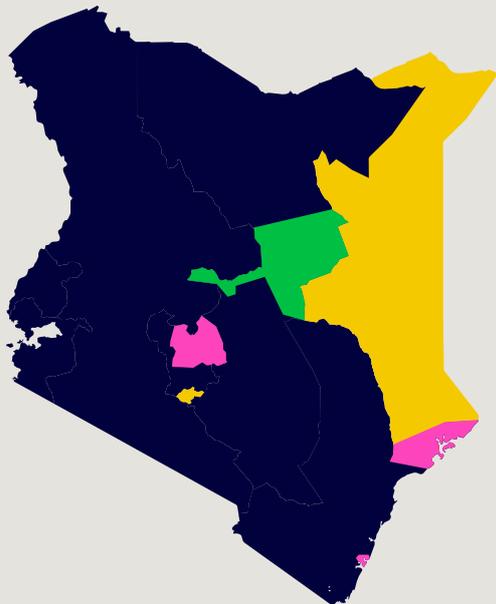
Des ateliers de cartographie corporelle ont été menés avec 10 participants, qui se classent parmi les victimes secondaires du terrorisme, ce qui signifie qu'un de leurs proches parents est parti rejoindre les groupes d'extrémistes violents.

La méthodologie combine une pratique thérapeutique et transformatrice avec les arts visuels, et offre aux participants un forum de soutien, sécurisé et sans jugement, dans lequel ils peuvent exprimer leurs besoins psychosociaux et traiter leurs traumatismes.

Les participants ont peint une représentation grandeur nature

de leur silhouette sur une grande surface et en utilisant des couleurs, des images, des symboles et des mots pour représenter des expériences corporelles et cognitives, y compris des définitions et des perceptions individuelles de la VE. En explorant et en rendant compte du passé, du présent et de l'avenir, les participants ont élaboré les rôles qu'ils envisageaient de jouer dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent, ce qui incluait l'établissement de la confiance entre les acteurs de la communauté et les individus.

Les résultats de cet essai ont montré que la cartographie corporelle est une méthode puissante pour relever les défis liés à la compréhension et à la confiance, dans le cadre des processus de prévention de l'extrémisme violent vécus par les membres de la communauté et le personnel de sécurité à Mombasa, au Kenya. Les membres de la communauté ont noté l'importance de s'engager avec la police par le biais d'initiatives artistiques, car ils ont souligné que la violence extrajudiciaire et les meurtres étaient des facteurs contribuant à l'extrémisme violent et inhibant les efforts de prévention et de lutte contre la violence extrémiste.



- KENYA
- ISIOLO
- LAMU, MOMBASA, NYERI
- GARISSA, NAIROBI, WAJIR

La voie à suivre

- Des récipiendaires secondaires seront sélectionnés dans chaque comté prioritaire détaillé dans la stratégie d'investissement du Kenya 2021-2024 pour soutenir les Forums d'engagement des comtés dans la mise en œuvre des Plans d'action des comtés.
- Un symposium sur les Procédures opérationnelles standard liées aux forums d'engagement du comté sera organisé.
- Un atelier annuel sur les leçons apprises et les bonnes pratiques concernant les Forums d'engagement des comtés sera également organisé.
- Une mission de suivi impliquant différents donateurs sera organisée pour évaluer l'impact des investissements passés.

Shutterstock/
JLwarehouse



NIGERIA

Principaux
récipiendaires
de subventions



act:onaid

Principales réalisations

La programmation dans les états de Benue, Kogi, Nasarawa et Plateau s'est terminée en 2021, après six ans au total. Il est estimé qu'environ 70 pour cent des activités mises en œuvre sont devenues autonomes. Les projets mis en œuvre par les trois récipiendaires de subventions ont concerné un total de 27 385 bénéficiaires directs cette année et plus de 2,2 millions de bénéficiaires indirects, principalement par la radio et les médias sociaux. Les trois récipiendaires ont développé une programmation holistique, travaillant au niveau individuel, communautaire, local, étatique et national.

Au niveau individuel, les récipiendaires de subventions ont organisé des camps de paix réunissant chaque trimestre environ 500 jeunes de différentes ethnies, religions et communautés. Les participants sont ensuite devenus de jeunes ambassadeurs de la paix, résolvant les conflits dans leurs communautés locales. Ils ont reçu une formation sur les moyens de subsistance et ont été soutenus pour créer des collectifs, étant donné que la pauvreté est un facteur local clé de recrutement dans les groupes d'extrémistes violents.

Les récipiendaires de subventions ont fourni une formation en résolution de conflit et prévention de l'extrémisme violent aux chefs de la communauté, les réunissant dans des sessions de dialogue communautaire qui se poursuivront au-delà de la fin du programme. Les comités ont résolu de multiples litiges, allant de la réparation de puits au rétablissement des itinéraires de pâturage. Les Community Action Response Teams (CART) mises en place par Action Aid Nigeria (AAN) lors du premier cycle de financement ont continué à se développer tout au long du deuxième cycle de financement. Elles sont désormais en lien avec les acteurs locaux de la sécurité par le biais d'alliances locales de gestion des conflits, et avec les acteurs étatiques par le biais d'alliances d'État de gestion des conflits. L'approche a été adoptée par d'autres communautés qui n'étaient pas engagées dans le projet.

En novembre, GCERF, le Bureau du conseiller en sécurité nationale et le récipiendaire de la subvention ont organisé une conférence nationale intitulée *Localisation du cadre politique et du plan d'action national pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au Nigeria*. L'événement s'est appuyé sur un forum des parties prenantes organisé en mai et a rassemblé 200 acteurs au niveau national et étatique pour examiner l'opérationnalisation du PAN depuis son introduction en août 2017.

Les leçons apprises

- Les activités de plaidoyer de l'AAN et du Women Environmental Programme (WEP) ont débouché sur l'élaboration de politiques, ce qui n'était pas prévu au début de la programmation. Les corps législatifs ont maintenant adopté des projets de loi pour les commissions de développement de la jeunesse à Kogi et Nasarawa et on s'attend à ce que cela se produise également à Benue. Cette approche augmente considérablement l'impact et la durabilité potentielle des autres activités du programme qui seront soutenues par les commissions.
- Les participants au Camp de la paix pour les jeunes ont également participé à des projets visant à améliorer leurs moyens de subsistance. Ces projets ont suscité l'intérêt des gouvernements des États et ont été reproduits, mais pas à trop petite échelle pour sortir la majorité des chômeurs de la pauvreté. L'approche des moyens de subsistance sera donc revue dans le cadre du prochain cycle de financement afin de s'assurer que la formation aux compétences correspond aux besoins actuels et futurs, et qu'elle est liée aux initiatives existantes du gouvernement et du secteur privé. GCERF a obtenu le soutien du secteur privé pour offrir une formation axée sur les technologies de l'information aux jeunes participants du camp de la paix en 2022.

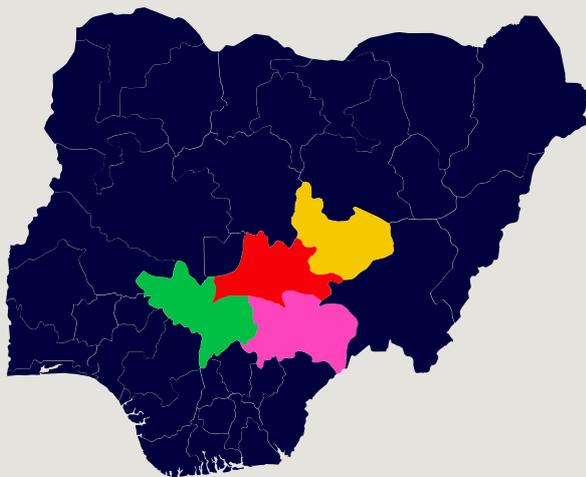
La voie à suivre

- Sur la base de la demande du Bureau du conseiller en sécurité nationale et sur des besoins émergents, GCERF a déplacé son investissement de la Middle Belt vers le nord-ouest. Cela inclut Kaduna, Kano, Katsina et Sokoto (2022-2024). L'évaluation de GCERF, intitulée Indice de Vulnérabilité, a également montré l'émergence de besoins dans le nord-ouest, où le travail de prévention est encore possible. La valeur totale du nouvel investissement s'élèvera à 3,5 millions USD, et l'approche se concentre sur les interventions visant à améliorer la résilience, qui ont un impact élevé, nécessitent un faible investissement, et peuvent être reproduites de manière durable grâce au partage d'informations et amplifiées par le biais du développement de politiques au niveau de l'État.



Action Aid Nigeria

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN



- NIGERIA
- BENUE
- KOGI
- NASARAWA
- PLATEAU STATE

Dans l'état du Plateau, Attah, 33 ans, est officier dans l'une des sociétés de sécurité assurant des interventions communautaires. Il avait toujours pensé que la force brute était la meilleure méthode pour assurer la sécurité et s'était construit une réputation redoutable dans la communauté. Attah a ensuite suivi une formation sur la police communautaire et déclare,

"Nous avons appris l'approche de la police basée sur les droits de l'homme... Nous avons appris que la sécurité était la responsabilité de chaque membre de la communauté. Ce qui m'a le plus frappé, c'est la prise de conscience que pour être efficace dans mon travail, je devais considérer les membres de la communauté comme des partenaires, respecter leurs droits en tant qu'êtres humains et traiter les accusés avec dignité afin de ne pas créer de griefs qui poussent les gens à avoir des comportements

indisciplinés et à rejoindre des groupes extrémistes violents. Ce fut une expérience pleine d'humilité. J'ai dû m'excuser auprès des membres de la communauté présents et des personnes que j'avais mal traitées. J'ai également obtenu de mes collègues qu'ils changent de tactique et nous avons commencé à cultiver une meilleure relation basée sur la confiance et le respect mutuel avec les membres de la communauté".

Attah est désormais l'un des agents de sécurité préférés de la communauté et a déclaré: "Je fais mieux mon travail, les groupes extrémistes violents ont leurs informateurs mais j'en ai plus... Chaque membre de la communauté mérite d'être traité correctement et avec respect. Ainsi, les agents de sécurité comme moi ne seront plus la raison pour laquelle un jeune rejoindra un groupe d'extrémistes violents."

LES PHILIPPINES

Principaux récipiendaires de subventions



Principales réalisations

La programmation aux Philippines se concentre sur l'amélioration de l'inclusivité et de la participation dans les trois domaines clés que sont la gouvernance, la justice et l'éducation, en particulier les écoles religieuses madari. Les récipiendaires travaillent dans de nombreuses zones parmi les plus marginalisées de la BARMM, et visent à réunir les populations locales, les conseils d'administration des écoles, les acteurs de la gouvernance, de la justice et de la sécurité pour trouver des solutions durables aux défis permanents de la sécurité et de la stabilité locales. Les récipiendaires de subventions ont travaillé avec 15 743 bénéficiaires directs (48 % de femmes et 52 % d'hommes) et ont touché plus de 1 009 000 bénéficiaires indirects, principalement par le biais de la radio et des médias sociaux.

- En décembre, un événement de planification stratégique (et un [court métrage](#)) a rassemblé tous les récipiendaires de subventions avec les membres du mécanisme de soutien du pays et d'autres partenaires gouvernementaux. Les groupes de travail thématiques sur les madaris, l'éducation à la paix, la gouvernance locale et le recrutement des jeunes ont rédigé des plans d'action et signé une déclaration d'engagement afin de garantir que la coordination avec toutes les parties prenantes se poursuivra.
- Les récipiendaires de subventions ont continué à participer aux consultations sur le plan d'action national de prévention de l'extrémisme violent, et un certain nombre d'entre eux ont rejoint des groupes de travail techniques pour examiner l'opérationnalisation du plan.
- Grâce aux Communautés de pratique nationales que nous avons encouragées, les récipiendaires ont mis en place des groupes de travail au niveau local sur des domaines thématiques clés et présenteront l'année prochaine une série de recommandations concrètes aux acteurs gouvernementaux.

- D'autres récipiendaires ont travaillé avec le ministère de l'éducation pour enregistrer et reconnaître les madaris, légitimer leurs certifications et augmenter les opportunités pour les diplômés.

Les leçons apprises

- Les partenariats avec les gouvernements locaux sont essentiels pour consolider et soutenir les interventions de la société civile visant à développer les capacités pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent. Ces partenariats garantiront qu'à plus long terme, les communautés pourront être reliées aux services gouvernementaux existants, pérennisant ainsi les acquis de la programmation.
- Les communautés de pratique sont devenues une plateforme de dialogue pour les acteurs de la prévention de l'extrémisme violent dans le pays. Il est important que la société civile s'approprie ces discussions et que GCERF fournisse le soutien nécessaire, comme les liens avec le gouvernement et les partenaires internationaux en plus des ressources.

La voie à suivre

- Le financement d'un Partenaire Local de Connaissance (PLC) (Local Knowledge Partner en anglais), qui est un nouveau type de subvention de GCERF visant à soutenir les capacités de suivi et de recherche, a été lancé aux Philippines. Le PLC assurera le renforcement des capacités du BARMM, en coordination avec le PNUD, et effectuera des recherches guidées par le Mécanisme de soutien du pays.
- Toutes les subventions devant se terminer fin 2022, GCERF met à jour sa stratégie d'investissement pour les Philippines, en s'appuyant sur les expériences de la première série et sur les commentaires des récipiendaires de subventions, des membres du MSP, des donateurs et d'autres parties prenantes des de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. La nouvelle stratégie devrait se concentrer sur la gouvernance locale, la justice transitionnelle et l'éducation.



Après la formation, j'ai été encouragé à pousser les organisations à demander l'accréditation. L'activité a changé mon point de vue sur les dirigeants/gouvernants locaux et nous a aidés à participer réellement et à travailler ensemble avec le gouvernement. L'activité m'a aidé à réaliser l'importance de travailler ensemble en tant qu'organisation de la société civile et en tant que partenaire de la mise en œuvre des programmes qui bénéficieront à l'ensemble de la communauté”.

Participant d'un atelier mené par Mahintana



Shutterstock/Kumpol Vashiraaskorn

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN

L'absence de mécanismes de justice locaux fiables pour résoudre les litiges fonciers reste une source importante de conflit à Maguindanao, qui a été exploitée par les groupes extrémistes dans leurs pratiques de recrutement et d'infiltration des communautés locales. Le système de justice Barangay (SJB), conçu comme un service judiciaire de "première ligne", fait partie de la structure judiciaire des Philippines depuis des décennies mais, dans de nombreuses régions, il reste sous-développé et sous-utilisé.

L'enquête menée par le bénéficiaire de la subvention au début de 2021 a montré que non seulement les communautés ne connaissent pas le SJB, mais que les membres du SJB eux-mêmes admettent qu'ils ont besoin de plus de formation pour fournir des services de médiation, de conciliation et d'arbitrage aux communautés en conflit. Le bénéficiaire de la subvention organise depuis des ateliers pour développer les compétences des fonctionnaires du SJB visant à améliorer leur crédibilité, afin de réduire le taux de conflit au

niveau local. Un participant a déclaré : "L'atelier m'a donné un aperçu de la nécessité de l'intégrité et de l'impartialité. Il m'a appris les procédures et les différences entre la médiation, la conciliation et l'arbitrage. Enfin, il m'a donné différentes techniques pour résoudre les conflits entre voisins."

Les fonctionnaires du SJB se sont engagés à transformer les services qu'ils fournissent afin de résoudre les conflits rapidement et équitablement, réduisant ainsi les possibilités pour les groupes extrémistes d'acquiescer de l'influence dans les zones où il existe un sentiment permanent de grief dans les communautés. "L'ensemble de l'exercice a renforcé la détermination des Lupong Tagapamayapa à organiser et à transformer le Katarungang Barangay de leurs communautés en une structure de justice fonctionnelle. En outre, il a approfondi leur engagement à devenir la première ligne de défense contre l'entrée d'éléments extrémistes dans la communauté", a déclaré un membre du conseil du barangay.



- PHILIPPINES
- LANAO DEL SUR, LANAO DEL NORTE
- MAGUINDANAO, INCLUDING COTABATO CITY
- BASILIAN, SULU AND TAWI-TAWI
- NORTH COTABATO

SOMALIE

**Principaux
récipiendaires
de subventions**



Principales réalisations

L'investissement de GCERF a débuté en 2021 en se concentrant sur les régions de Lower Juba et de Kismayo. Il est basé sur les besoins en matière de prévention de l'extrémisme violent au niveau communautaire et sur les priorités des gouvernements fédéral et local. L'investissement de GCERF soutient la réhabilitation et l'intégration communautaires des personnes se désengageant des groupes armés non étatiques qui retournent d'elles-mêmes dans leurs communautés.

- 300 femmes et 300 jeunes (118 femmes) ont été formés à l'éducation civique dans 10 sites le long de la frontière somalo-kényane et somalo-éthiopienne. Vingt séries de sessions de formation de trois jours ont été organisées, couvrant les principes fondamentaux de la gouvernance, notamment les principes de responsabilité, l'état de droit, les droits et responsabilités des citoyens, et la séparation des pouvoirs. Elles ont également couvert les structures de base du gouvernement en Somalie. Les sessions ont développé les connaissances et promu l'engagement des femmes et des jeunes dans les processus de gouvernance, et ont identifié les femmes et les jeunes ayant un fort potentiel de leadership pour la deuxième phase du projet, les groupes de défense. Des réunions de suivi régulières ont été organisées avec 180 stagiaires, dont 110 femmes.
- La reconstitution du Somali Wellness and Economic Recovery Consortium (SWERC) s'est terminée par la signature d'un accord de subvention avec le nouveau chef de file du consortium. Suite au processus de sélection et de diligence raisonnable, GCERF a travaillé avec le Horn of Africa Peace Network (HAPEN) pour ajuster et adapter le programme SWERC avec les sous-récipiendaires existants.

- Des activités de renforcement des capacités sur mesure pour les organisations partenaires ont été menées avec les récipiendaires de subventions, avec notamment une formation en présentiel sur la sensibilisation aux environnements hostiles.

Les leçons apprises

- La création d'un mécanisme de retour d'information sur les performances, tant pour les récipiendaires principaux que pour les récipiendaires secondaires, peut aider à anticiper, atténuer et traiter les problèmes. Un retour d'information dans des délais raisonnables peut aider à l'évaluation des progrès des organisations partenaires et ainsi faciliter la prise de décision dans le cycle de gestion du programme. GCERF pilote un processus de feedback pour le début de 2022.
- Le défi de l'accès physique nécessite des méthodes alternatives de diligence raisonnable. Effectuer des visites complémentaires sur le terrain, lorsque cela est possible, peut aider à surmonter les limites de la diligence raisonnable virtuelle et à établir un profil plus complet des capacités des partenaires.

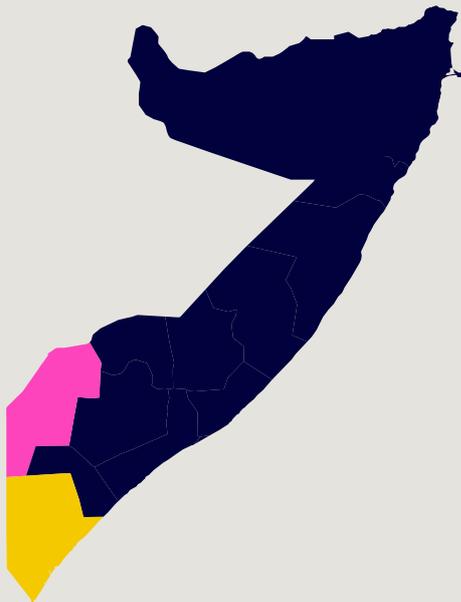
La voie à suivre

- HAPEN fournira un soutien social, économique et civique aux personnes qui se désengagent des groupes armés non étatiques et à celles qui risquent d'être radicalisées et recrutées.
- La deuxième phase du projet de BHWP commencera en 2022, avec des formations de plaidoyer avec des stagiaires à haut potentiel sélectionnés. Cela permettra la mise en place d'organisations de plaidoyer dont la durabilité et le renforcement des capacités seront au centre du reste du projet.



Ismail Salad Osman Hajji dirir

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN



■ SOMALIA ■ GEDO
■ LOWER JUBA

Hassan Ma'alim Ahmed est un homme de 24 ans du village de Tulla Amin. Il a abandonné l'école en dernière année d'enseignement secondaire car ses parents ne pouvaient plus payer les frais de scolarité. Il s'est démoralisé et, depuis, il vit chez lui et aide ses parents. Il a été sélectionné pour participer à une formation d'éducation civique par Beled Hawa Women for Peace (BHWP). Pendant les formations, les animateurs ont remarqué qu'Hassan était un travailleur assidu, ouvert à l'apprentissage et qu'il possédait des qualités de leader.

Tout au long de la formation, il a participé activement aux sessions, il s'est toujours porté volontaire pour présenter les travaux de groupe et il a montré des capacités à diriger. Après la formation, Hassan a commencé à faire du bénévolat dans la communauté. Il a développé le désir de soutenir les jeunes de la région et de

les encourager vers des activités positives. Hassan dit: "De nombreux jeunes sont recrutés par Al-Shabaab parce qu'ils ne comprennent pas leurs droits en tant que citoyens et qu'ils n'ont guère l'occasion de participer à la prise de décision dans les plateformes sociales et politiques. La formation à l'éducation civique m'a aidé à comprendre mes droits en tant que citoyen et les plateformes disponibles pour que je puisse participer au bien-être de ma communauté. J'utiliserai les connaissances et les compétences acquises lors de la formation pour faire de mon mieux dans l'engagement civique et être actif dans l'activisme communautaire."

Dans le cadre de la deuxième phase du programme, Hassan est un candidat probable pour une formation supplémentaire en plaidoyer et pour être impliqué dans la mise en place d'une organisation dirigée par des jeunes.

SRI LANKA

Réceptaire principal de la subvention



Principales réalisations

La programmation se concentre sur le renforcement de la cohésion communautaire et la raison d'être des jeunes et des adolescents de 15 à 29 ans dans six districts de l'île: Ampara, Batticaloa, Colombo, Kalutara, Kandy et Kurunegala. Les domaines thématiques comprennent:

- la promotion de l'harmonie communautaire et de la prévention de l'extrémisme violent par le biais d'un engagement avec les institutions religieuses ;
- le travail avec des référents pour promouvoir la médiation et donner des exemples positifs ;
- la possibilité d'offrir aux jeunes des rôles de leadership dans la réconciliation et la prise de décision au sein de la communauté ;
- l'amélioration du dialogue entre les jeunes et les autorités gouvernementales au niveau communautaire ; et
- la promotion de l'esprit critique des jeunes dans les établissements d'enseignement.

Un accord de subvention a été signé avec Helvetas Sri Lanka en mars, ce qui a coïncidé avec l'augmentation des mesures restrictives liées à la pandémie. Malgré les défis posés par le COVID-19, Helvetas a entrepris des activités et mené une étude de base dans les districts du programme de juillet à septembre sur la perception des jeunes quant à la

violence extrémiste. Des conseils et un soutien régulier ont été fournis en matière de gestion financière, de suivi et d'évaluation.

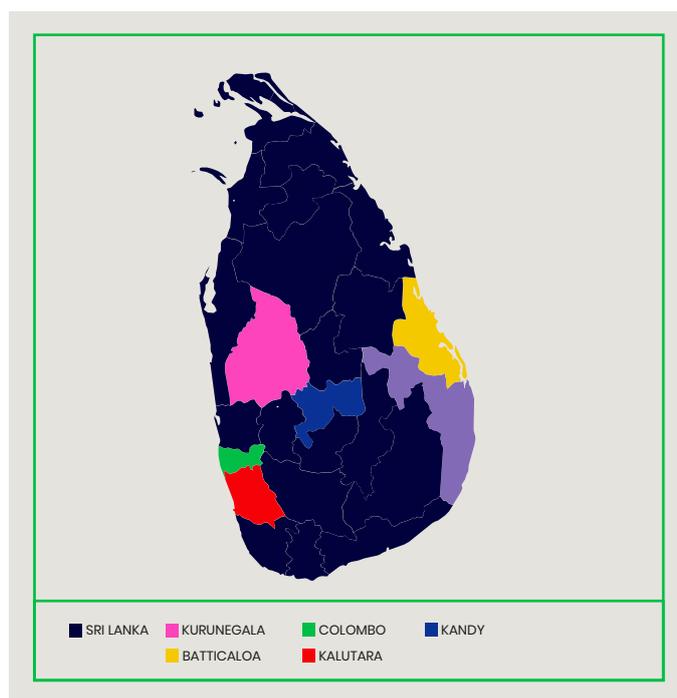
Le Panel de Financement Accélééré (Accelerated Funding Panel, en anglais), qui a été formé pour coordonner et soutenir les décisions programmatiques clés, a approuvé trois réceptaires secondaires avant la fin de l'année. Le processus de sélection sera finalisé en 2022. Des subventions comprises entre 20 000 et 100 000 USD seront accordées à des groupes communautaires.

Les leçons apprises

- L'établissement de la confiance entre les organisations de la société civile, le gouvernement national et GCERF prend du temps. La transparence et la proactivité sont essentielles pour assurer l'adhésion et l'appropriation à tous les niveaux. GCERF a organisé plusieurs réunions formelles et semi-formelles pendant le confinement.

La voie à suivre

- Des subventions supplémentaires pour les réceptaires secondaires seront créées en 2022.
- Helvetas du Sri Lanka participera avec les réceptaires de subventions Kenyans et Bangladais à des formations sur le genre et la prévention de l'extrémisme violent.
- Le recrutement d'un conseiller national pour le Sri Lanka est en cours afin d'améliorer le suivi et l'évaluation au niveau local ainsi que pour soutenir les tâches d'octroi et de gestion des subventions.



TUNISIE

**Principaux
récipiendaires
de subventions**



Principales réalisations

L'engagement s'est poursuivi avec le Mécanisme de soutien du pays (MSP), avec la première Communauté de pratique, qui s'est tenue en mars avec les récipiendaires de subventions et les donateurs. Le MSP a également apporté une contribution détaillée au développement de la stratégie pour 2022 - 2025, et à la sélection des récipiendaires pour le prochain cycle de financement, en assurant l'alignement avec les priorités nationales et d'autres programmes.

Le premier cycle de financement s'est terminé en décembre, avec plus de 14 300 bénéficiaires directs (6 800 hommes et 7 500 femmes) et près de 60 000 bénéficiaires indirects (29 600 hommes et 30 300 femmes). Les cinq projets initiaux ciblaient les jeunes vulnérables à la radicalisation et au recrutement par le développement de réseaux protecteurs de pairs, de parents et de chefs religieux.

À la fin de l'année 2021, grâce à la formation et à l'engagement continu, 38 petites entreprises et collectifs avaient été créés par les récipiendaires de subventions. GCERF a fourni un soutien supplémentaire de mentorat aux femmes bénéficiaires avec la bourse Carol Bellamy. Trois conseils locaux de jeunes ont été mis en place, une boîte à outils en ligne pour lutter contre l'extrémisme a été créée et partagée avec des lycéens et des étudiants, et 11 projets de soutien

communautaire ont été développés par des chefs religieux. GCERF a également lancé la bourse Carol Bellamy en Tunisie, pour accroître le soutien aux femmes entrepreneurs.

Les leçons apprises

- Les activités génératrices de revenus sont l'un des moyens les plus efficaces d'engager de manière cohérente les jeunes vulnérables dans les programmes qui visent à prévenir l'extrémisme violent. Les activités sélectionnées doivent être évaluées dès le début pour des questions de réglementation et de licence afin de s'assurer que les entreprises seront techniquement viables. La formation doit être dispensée tôt pour permettre un temps de mentorat adéquat lorsque l'entreprise démarre et pour que les bénéficiaires soient soutenus pour relever les défis.
- L'instauration de la confiance entre les communautés locales, les autorités et le secteur de la sécurité est essentielle pour s'attaquer aux facteurs de recrutement en Tunisie. Cela nécessite du temps pour s'ancrer dans les communautés. GCERF financera donc des subventions de quatre ans dans le prochain cycle afin d'augmenter le potentiel d'interventions durables et ayant un impact dans ce domaine.



Le projet m'a permis d'identifier des indicateurs de violence dans le discours religieux, de développer mon sens critique et de comprendre les avantages de la diversité des points de vue."

Ahmed*, 22 ans, participant à l'atelier (*pas son vrai nom)



■ TUNISIA ■ MEDENINE, LE KEF, MONASTIR ■ BIZERTE, SOUSSE
■ MAHDIA, TUNIS, MANOUBA ■ SIDI BOUZID, BEN AROUS, ARIANA

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN

Yousri est un jeune homme de 24 ans originaire d'un point de recrutement d'extrémisme violent à Medenine. En 2020, il a commencé à se rendre à la mosquée avec un groupe d'amis de son quartier. Très vite, cependant, les sermons religieux ont été remplacés par des messages de haine et d'intolérance et les jeunes hommes ont été encouragés à se rendre en Syrie. Le cousin de Yousri, qui faisait partie du groupe, s'est progressivement radicalisé et a quitté le pays pour rejoindre un groupe d'extrémistes violents. Les deux cousins sont restés en contact par le biais des médias sociaux, où ils discutaient de questions liées à la violence ex-

trémiste. En conséquence, Yousri a été arrêté et détenu pendant trois mois au motif d'association avec un groupe d'extrémistes violents. Après sa libération, il a rencontré le personnel de Tunisie Plus par le biais du Centre Intégré pour la Jeunesse et l'Enfance à Ben Gardane. Le programme TANFIDH lui a fourni un accompagnement collectif et individuel pour soutenir sa déradicalisation et sa réinsertion. Il a également reçu une formation et un soutien financier pour créer sa propre entreprise à Médenine. Il est depuis devenu l'un des membres les plus proactifs de sa communauté pour sensibiliser aux risques de radicalisation et de recrutement.

PROGRAMME RÉGIONAL

GCERF a lancé son deuxième programme régional au Sahel en 2021, après celui des Balkans occidentaux. Les programmes régionaux peuvent être plus efficaces que les programmes nationaux uniques en permettant de se concentrer sur la lutte contre les moteurs similaires de radicalisation et de recrutement au sein de plusieurs pays. Les gouvernements nationaux voisins font partie du mécanisme de coordination régional qui garantit une approche holistique multi-pays du renforcement de la résilience contre l'extrémisme violent.

RÉGION DU SAHEL

Principaux récipiendaires de subventions



GCERF délimite le Sahel dans le contexte du Groupe des cinq pays pour le Sahel (G5 Sahel), l'organe intergouvernemental chargé de promouvoir la coopération régionale en matière de développement et de sécurité. En 2021, nous nous concentrons sur la région centrale du Sahel (Liptako Gourma) qui couvre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Notre engagement dans la région soutiendra directement la mise en œuvre des plans d'action nationaux des trois pays, en partenariat avec des partenaires locaux, nationaux, régionaux et mondiaux. Le travail de GCERF a commencé au Mali en 2016, suivi du Burkina Faso et du Niger en 2021.

Les principaux moteurs de l'extrémisme violent identifiés par GCERF sont : le chômage des jeunes, les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les griefs liés à la gouvernance. Les groupes d'extrémistes violents exploitent ces tensions et insécurités en communiquant des récits d'injustice et en offrant une protection en échange de loyauté.

Principales réalisations

En février, un mémorandum de compréhension a été signé avec le G5 Sahel sur une activité conjointe dans la région du Liptako-Gourma. L'investissement dans le Sahel vise à soutenir les organisations locales dans la conception et la mise en œuvre de solutions communautaires contre les moteurs de l'extrémisme violent. La programmation comprend le renforcement des plateformes existantes de résolution des conflits et de gestion des ressources et la création de nouvelles structures au niveau communautaire pour améliorer la cohésion sociale. La programmation des organisations locales comprend la réhabilitation et l'intégration durables des anciens membres des groupes armés non étatiques, l'amélioration du pastoralisme pour réduire les conflits, et l'introduction de plateformes pour

améliorer la gestion des ressources naturelles.

Le Mécanisme de financement régional qui est co-présidé par le G5 Sahel gère les opérations et guide la mise en œuvre des projets, le suivi et le partage des bonnes pratiques et des leçons apprises des mécanismes existants au Sahel. Il veille à ce que les investissements proposés sous forme de subventions soient alignés, coordonnés et complémentaires aux autres initiatives dans la région.

Les organisations UFC Dori et Réseau Afrique Jeunesse du Burkina Faso, Think Peace et ICD du Mali et l'Association des Scouts du Niger ont été approuvées pour la première série de financements. Les programmes visent à faciliter la réhabilitation, le désengagement et la (ré) intégration menés par les communautés. Quatre des cinq subventions ont été signées en 2021, et la cinquième le sera aussi début 2022.

Avec le gouvernement malien, et en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine Youth for Peace, un forum sur la paix et la prévention de l'extrémisme violent a été organisé. L'événement a mis la communauté au premier plan des discussions sur la paix et la prévention de l'extrémisme violent. L'événement de deux jours a rassemblé 200 personnes de toutes les régions du Mali, y compris des régions du nord fortement touchées par l'extrémisme violent. Les participants comprenaient des jeunes, des chefs traditionnels des communautés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays, des victimes de l'esclavage moderne et des groupes extrémistes violents, des groupes de défense ethniques, des travailleurs communautaires, des représentants du gouvernement, des donateurs, des jeunes ambassadeurs de la paix de l'Union Africaine et des délégations du Burkina Faso et du Niger.

Emmanuel Ikwuegbu



Les leçons apprises

- Une approche « à l'échelle de la communauté » : Les activités qui rassemblent et favorisent un engagement régulier entre les communautés et leurs dirigeants, tant en temps de tensions qu'en temps de paix, sont essentielles. Une approche flexible est nécessaire compte tenu des réalités changeantes de la violence extrémiste et des besoins des communautés de maximiser l'impact des activités.
- Encadrement des récipiendaires de subventions pendant la phase de conception : Travailler avec des récipiendaires à faible capacité nécessite du temps et une assistance adaptée pendant la phase de conception du programme pour s'assurer que les idées sont bien articulées et explorées. Cela peut nécessiter l'implication d'un consultant local expérimenté pour travailler avec eux à chaque étape de la phase d'octroi de la subvention.

La voie à suivre

- Subventions pour le Niger : Des subventions avec deux organisations nigériennes seront signées début 2022, selon la sélection du Panel de financement régional : Association Scouts du Niger (ASN) et Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Éducation Citoyenne (MOJEDEC). Ces signatures porteront à six le nombre total de nouveaux programmes GCERF au Sahel, avec environ 7 millions de dollars de financement engagé.
- Extension du programme Sahel à la Mauritanie : En collaboration avec le G5 Sahel, GCERF va étendre le programme Sahel à la Mauritanie en travaillant en étroite coordination avec les autorités locales. Une mission d'exploration et de manifestation d'intérêt auprès des organisations de la société civile mauritanienne aura lieu au premier trimestre 2022.



La campagne de sensibilisation m'a permis de m'exprimer et de m'engager sur des questions qui détériorent la vie de ma communauté, notamment l'importance du dialogue dans la résolution des conflits."

Un jeune commerçant de Diema

NIGER	■ DÉPARTEMENT DE TILLABÉRI
BURKINA FASO	■ RÉGION DE NORD
MALI	■ RÉGION DE MOPTI
	■ RÉGION DE SAHEL
	■ RÉGION DE GAO
	■ RÉGION DE MÉNAKA

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN

Sory est un homme de 23 ans originaire d'un petit village de la région de Mopti au Mali. Il a perdu son père lorsqu'il était enfant et devait soutenir financièrement sa famille. Face à l'insécurité croissante de la région due à la présence de groupes d'extrémistes violents, Sory a décidé de fuir son village. Par la suite, il a étudié la menuiserie pendant quatre ans. Malheureusement, Sory n'a jamais réussi à monter son atelier par manque d'équipement. En avril 2021, Action Mopti l'a identifié comme bénéficiaire d'un appui technique et financier pour des activités génératrices de revenus. Il a reçu du matériel et a ouvert un atelier de menuiserie. "J'ai vécu dans des conditions difficiles depuis que j'ai perdu mon père à l'âge de quatre ans. J'avais complètement abandonné l'espoir d'ouvrir ma propre entreprise. Depuis le jour où j'ai vu mon nom sur la liste des bénéficiaires des activités génératrices de revenus, j'ai le sentiment de pouvoir enfin vivre mon rêve", a-t-il déclaré.

Le jeune homme peut désormais subvenir régulièrement aux besoins de sa famille. Sory fournit des services de menuiserie au village, réduisant ainsi les déplacements des membres de la communauté qui sont souvent victimes d'attaques d'extrémistes et de vols lorsqu'ils se rendent dans les villages voisins.

RÉGION DES BALKANS OCCIDENTAUX

Principaux récipiendaires de subventions



Les rapatriés des conflits à l'étranger, aussi connu sous le nom de combattants terroristes étrangers qui retournent dans leur pays d'origine, sont la manifestation prédominante de l'extrémisme violent dans les Balkans occidentaux. Les pays des Balkans occidentaux comptent parmi les plus grands nombres de combattants terroristes étrangers par habitant au monde. Les individus qui ont voyagé, et dans certains cas combattu en Syrie et en Irak, avaient des motivations diverses, généralement un mélange de motivations personnelles et de justifications idéologiques.

La Bosnie-Herzégovine (BiH) est devenue un pays partenaire et fait désormais partie du portefeuille de subventions pour les Balkans occidentaux. Jusqu'à présent, les rapatriés ont reçu très peu d'aide et se sont auto-réintégrés dans leurs familles et leurs communautés locales.

Notre portefeuille de subventions vise à fournir un soutien en matière de réintégration, de réhabilitation et de resocialisation (RRR) aux rapatriés et à leurs familles, tout en s'efforçant de renforcer les capacités des travailleurs de première ligne et de créer un environnement favorable à la RRR dans tout le pays.

Principales réalisations

Nos partenaires ont contribué de manière significative aux stratégies et plans d'action nationaux pour prévenir et contrer l'extrémisme violent et la réhabilitation et réintégration (R&R). Terre des Hommes Albanie a soutenu le gouvernement dans l'examen et la révision de la stratégie nationale et du plan d'action pour 2022-2026 sous la direction du Centre de coordination CVE. Au Kosovo, sous la direction de la Division de la prévention et de la réintégration, Community Development Fund (CDF) et le Advocacy Training and Resource Centre (ATRC) font partie du groupe de travail chargé de rédiger la nouvelle stratégie et le nouveau plan d'action. Grâce à leur soutien, les partenaires veillent à ce que la perspective de la société civile sur la réhabilitation et la réintégration des rapatriés et de leurs familles soit prise en compte.

À l'occasion d'un événement alumni des écoles d'éducation civique, Community Building Mitrovica a réuni 53 jeunes de la communauté ethnique serbe et ethnique albanaise de Mitrovica pendant trois jours. Les événements des écoles d'éducation civique de CBM visent à encourager le dialogue et l'amitié interethnique. Cette année a produit une autre série de jeunes agents de changement, qui ont déjà organisé par eux-mêmes divers événements communautaires depuis les dernières activités de CBM.

Le partenaire de l'ATRC, Balkan Investigative Reporting Network (BIRN) Kosovo, a organisé et diffusé des débats pour les élections municipales au Kosovo (30) et en Macédoine du Nord (huit). Grâce à des questions sur la prévention de l'extrémisme violent et la RRR, BIRN Kosovo s'assure que ces questions figurent à l'ordre du jour politique local. Les candidats aux élections municipales font des déclarations publiques sur leurs plans en matière de prévention de l'extrémisme violent et de RRR, ce qui permet à BIRN de rendre les fonctionnaires responsables une fois au pouvoir.

Le gouvernement de Macédoine du Nord a accordé un accès direct aux partenaires de GCERF aux personnes revenant de conflits à l'étranger. Auparavant, aucune organisation de la société civile ne pouvait travailler directement avec eux.

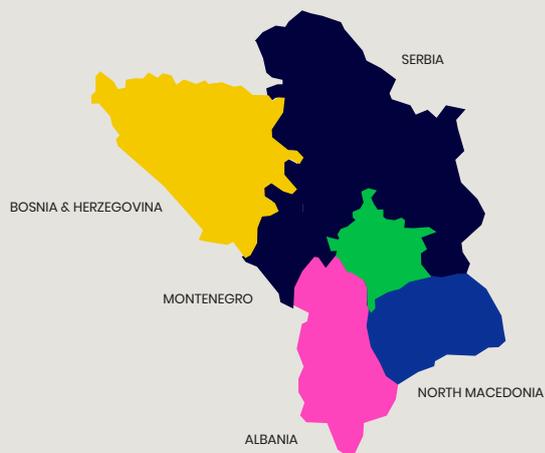
Les leçons apprises

- Une situation changeante sur le terrain, due à des retours non programmés ou à des besoins non anticipés des rapatriés, a obligé les partenaires et le personnel à faire preuve d'une programmation sensible aux conflits et à modifier les plans de travail et les budgets.
- Travailler sur le RRR a nécessité une coordination très étroite de nos partenaires avec les gouvernements afin d'éviter la duplication des activités, d'assurer la sécurité et la confidentialité des rapatriés et de ne causer aucun préjudice. Pour éviter les retards d'activités dus à cette communication accrue, un protocole d'accord a été signé entre les partenaires et les organes gouvernementaux compétents mandatés par le processus RRR afin de clarifier la coordination et la communication. Il faudra du temps pour que des relations de confiance se développent entre les bénéficiaires de subventions et les travailleurs de première ligne du gouvernement. Cependant, nous agissons en tant qu'intermédiaire pour renforcer la coopération entre le gouvernement et la société civile sur ces questions délicates.
- De nombreux enfants rapatriés n'ont jamais appris la langue de leur pays d'origine, ce qui rend leur réintégration et leur resocialisation avec d'autres enfants plus difficiles. Les barrières linguistiques entravent les enseignements scolaires et limitent l'interaction avec les enfants de leur âge. En coordination avec les institutions gouvernementales concernées, plusieurs partenaires soutiendront ces enfants avec des cours d'albanais, un tutorat après l'école et des ateliers/événements qui encouragent les compétences et l'expression personnelle.

La voie à suivre

- Le premier programme financé en Bosnie-Herzégovine devrait commencer à être mis en œuvre au premier trimestre de 2022.
- Un outil de suivi quantitatif sera piloté pour être mis en œuvre lors des visites mensuelles sur le terrain du conseiller régional.
- L'approche de la communauté de pratique régionale sera avancée afin d'inclure une formation approfondie sur la R&R pour les bénéficiaires de subventions et les travailleurs de première ligne.
- Une conférence de haut niveau sur la réintégration et la réhabilitation se tiendra en juin 2022 en Albanie.

HISTOIRE D'INTÉRÊT HUMAIN



■ ALBANIA ■ NORTH MACEDONIA
■ KOSOVO ■ BOSNIA & HERZEGOVINA

Lorsque Violeta* a participé pour la première fois à l'une des réunions du Conseil des femmes à Yzberisht, en Albanie, elle s'est immédiatement démarquée du groupe, partageant à cœur ouvert son histoire et sa motivation à participer. Pour elle, et pour de nombreuses femmes, les Conseils des femmes offrent un espace sûr où des femmes de différents horizons peuvent discuter des problèmes de la communauté. Le partenaire d'IDM, le Woman Center for Development and Culture Albania (WC-DCA), a mis en place 10 conseils de femmes à travers le pays afin de donner aux femmes les moyens d'accroître leur engagement communautaire. L'objectif est d'améliorer la cohésion sociale et la mobilisation communautaire des femmes, dans le but plus large d'accroître la résilience de la communauté et d'augmenter le niveau d'acceptation des combattants

terroristes étrangers de retour au pays et dans leurs familles.

Violeta, mère de deux enfants, a été particulièrement attirée par l'objectif du programme parce qu'elle a éprouvé de l'empathie pour les défis des femmes et des enfants qui ont subi un traumatisme. Elle a réalisé que les défis des femmes retournant de Syrie n'étaient pas très différents de ce qu'elle avait elle-même vécu lorsqu'elle a tenté de commencer une nouvelle vie, laissant derrière elle le traumatisme de son passé. Le fait de pouvoir échanger des idées avec des femmes partageant les mêmes idées a permis à Violeta de se sentir enfin considérée. Grâce au Conseil des femmes, elle veut soutenir d'autres femmes et encourager leur action communautaire.

*pas son vrai nom

ANNEXE

MEMBRES DU PANEL D'EXAMEN INDÉPENDANT 2021

- M. Keneshbek B. Sainazarov (Président du PEI), Directeur du programme Asie centrale, Search for Common Ground
- M. Christian Leke Achaleke, lauréat 2018 du Prix luxembourgeois de la paix pour un jeune travailleur exceptionnel de la paix, ambassadeur de la paix de l'Union africaine
- Sir Malcolm Evans, professeur de droit international public, faculté de droit de l'université de Bristol ; président du sous-comité des Nations unies pour la prévention de la torture.
- Dr Andrew Glazzard, professeur, Université de Coventry, Institut des États-Unis pour la paix
- Mme Humera Khan, directrice exécutive, Muflehun; professeur auxiliaire, The George Washington University Elliott School of International Affairs
- Dr Medinat [Abdulazeez](#) Malefakis, Fellow, Collegium Helveticum
- Dr David Malet, professeur associé de justice, droit et criminologie, American University
- Mme Mossarat Qadeem, directrice exécutive, PAIMAN Alumni Trust
- Mme Maud Roure, Responsable de programme, Fondation Kofi Annan
- Dr Lisa Schirch, conseillère principale en politique, Alliance for Peacebuilding on Human Security (Alliance pour la consolidation de la paix sur la sécurité humaine)
- M. Thomas Wuchte, Secrétaire exécutif, The International Institute for Justice and the Rule of Law (IIJ)

Nous remercions Mossarat Qadeem et Thomas Wuchte pour leur contribution, leurs mandats ayant pris fin à la fin de l'année.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(AU 31 DÉCEMBRE 2021)

AUSTRALIE, JAPON ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Membre du conseil

d'administration: S.E. M. Jeffrey Roach, Ambassadeur et Représentant permanent adjoint, Mission permanente de l'Australie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

Membre suppléant du conseil d'administration:

M. Chitaru Shimizu, Directeur, Division de la coopération internationale en matière de sûreté et de sécurité, Bureau de la politique étrangère, Ministère des Affaires étrangères du Japon.

BANGLADESH

Membre du conseil

d'administration: S.E. M. Masud Bin Momen, ambassadeur et secrétaire des affaires étrangères, ministère des affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh.

Membre suppléant du conseil d'administration:

S.E. M. Md. Mustafizur Rahman, Ambassadeur et Représentant permanent, Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

CANADA ET DU ROYAUME-UNI

Membre du conseil

d'administration: S.E. Mme Miriam Shearman, Ambassadrice et Représentante permanente adjointe, Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève.

Membre suppléant du conseil d'administration:

Mme Christine Constantin, Directrice, Programmes de renforcement des capacités en matière de lutte contre

le terrorisme et la criminalité (ICC), Affaires mondiales Canada.

SOCIÉTÉ CIVILE

Membre du conseil

d'administration : M. Fulco Van Deventer, Vice-Directeur, Collectif Sécurité Humaine.

Membre suppléant du conseil d'administration:

Mme Selena Victor, Directrice de la politique et du plaidoyer, Mercy Corps Europe.

UNION EUROPÉENNE, FRANCE, DANEMARK ET ITALIE

Membre du conseil

d'administration: M. Jesper Steen Pedersen, Chef d'unité adjoint, FPI.1 - Paix et stabilité - Menaces globales, Service des instruments de politique étrangère (FPI), Commission européenne, Bruxelles.

Membre suppléant du conseil d'administration:

M. Adrien Frier, Chef du service de la répression du terrorisme et du crime organisé, Direction de la stratégie, de la sécurité et du désarmement, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France.

FONDATIONS

Membre du conseil

d'administration: Dr Emman El-Badawy, Chef de la recherche - Co-existence, Institut Tony Blair pour le changement global.

KENYA

Membre du conseil

d'administration: S.E. Dr Cleopa Kilonzo Mailu, Ambassadeur et Représentant permanent, Mission permanente de la République du Kenya auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève.

KOSOVO, MACÉDOINE DU NORD, ET BOSNIE-HERZÉGOVINE

Membre du conseil

d'administration: S.E. M. Xhelal Sveçla, ministre des Affaires intérieures du Kosovo.

Membre suppléant du conseil d'administration:

M. Zlatko Apostoloski, Coordinateur national pour la prévention de l'extrémisme violent et le contre-terrorisme de Macédoine du Nord, Skopje.

MALI, NIGERIA, NIGER ET BURKINA FASO

Membre du conseil

d'administration: S.E. M. Abiodun Richards Adejola, Ambassadeur et Représentant permanent, Mission permanente de la République fédérale du Nigeria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

Membre suppléant du conseil d'administration:

S.E. M. Mamadou Henri Konate, Ambassadeur et Représentant permanent, Mission permanente de la République du Mali auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

POLITIQUE, THINK AND DO TANKS

Membre du conseil

d'administration: vacant

Membre suppléant du

Conseil: M. Eelco Kessels, Directeur exécutif, Centre mondial sur la sécurité coopérative.

PSECTEUR PRIVÉ

Membre du conseil

d'administration: Mme Jessica Long, Directrice générale, Stratégie et développement durable, responsable de l'Amérique du Nord, Accenture.

Membre suppléant du conseil d'administration:

M. Anthony Carroll, Directeur fondateur, Acorus Capital; Professeur auxiliaire, Université Johns Hopkins, Washington, D.C.

QATAR

Membre du conseil

d'administration: S.E. Dr Mutlaq Majed Al-Qahtani, ambassadeur et envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères de l'État

du Qatar pour la lutte contre le terrorisme et la médiation.

SUISSE

Membre du conseil

d'administration: S.E. M. Thomas Gass, ambassadeur, vice-directeur et chef du département de la coopération Sud de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC).

Membre suppléant du conseil d'administration:

Dr Daniel Frank, coordinateur adjoint pour la lutte internationale contre le terrorisme, Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse.

TUNISIE ET LES PHILIPPINES

Membre du conseil

d'administration: Mme Neila Feki, Vice-présidente, Commission nationale de lutte contre le terrorisme de la République de Tunisie.

Membre suppléant du conseil d'administration:

M. Alexander Macario, secrétaire adjoint, Bureau du secrétaire adjoint pour la paix et la sécurité, ministère de l'Intérieur et du Gouvernement local de la République des Philippines.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PAYS-BAS, NORVÈGE ET ALLEMAGNE

Membre du conseil

d'administration: M. Irfan Saeed, Coordinateur adjoint (par intérim) pour la prévention et la détention, Bureau du contre-terrorisme, Département d'État américain.

Membre suppléant du conseil d'administration:

Mme Naomi Yorks, Chef de section adjoint, Division de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité nationale, Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas.

MEMBRES SANS DROIT DE VOTE

Président du conseil d'administration de GCERF:

M. Stefano Manservigi.

Directeur exécutif:

Dr Khalid Koser.

Fiduciaire: vacant.



Cette publication a été développée avec le soutien de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication est la seule responsabilité du GCERF et ne saurait aucunement être interprétée comme reflétant les vues de l'Union Européenne.